

« Être radical, c'est aller à la racine des problèmes et à la hauteur des solutions »



Gene Zhang

Un moment historique

Rédigé et publié sur notre blog en juin dernier, cet article conserve quelques mois plus tard l'essentiel de sa pertinence. Tout en s'efforçant d'analyser le moment post-dissolution, il souligne certaines tâches de plus longue histoire auxquelles il serait bon de s'atteler. Urgemment.

Nous sommes dans l'un de ces moments historiques où il faut s'efforcer de parler clair et bref. D'où les cinq thèses qui suivent :

1. Depuis le 9 juin, 21h et quelques, les bavardages sur le sens à donner au « coup élyséen » se sont multipliés sans que l'une des interprétations possibles soit simplement indiquée : c'est en (in)digne « fondé de pouvoir du capital » que Macron a choisi la dissolution dans le but, délibéré, d'ouvrir les portes du pouvoir à l'extrême droite.

Depuis des années que nous vivons, non plus en démocratie, mais en démocratie, nous savons bien que la caste dirigeante a besoin d'un État toujours plus fort, autoritaire, violent pour faire perdurer un capitalisme productiviste sans justice et sans limite. Voilà l'essentiel à retenir de la « surprise du chef », le reste n'étant le plus souvent que simagrées, écrans de fumée, égarements volontaires ou involontaires des esprits dans le commentaire de la politicaillerie.

2. Il importe également de faire preuve de lucidité sur le sens à donner au vote RN.

Il n'est plus, loin s'en faut, un vote sanction, uniquement protestataire, que certains s'entêtent toujours à invoquer. Sous les effets dévastateurs des politiques néolibérales, à cause des calculs politiques de Mitterrand à Macron, plus récemment attisée par les médias de type bolloréen,

l'extrême droite n'a cessé depuis quarante ans d'infuser dans la société française au point qu'elle a – pour l'instant! – gagné la bataille idéologique, culturelle. Grâce, entre autres, à ces trois leviers-clés : la (fausse) promesse sociale, le goût de l'Ordre et du chef, l'étranger bouc-émissaire. Le tryptique s'applique d'ailleurs à bien d'autres pays.



3. C'est dire que, quoi qu'il advienne au soir du 7 juillet, la reconquête des mentalités perdues va être rude, longue.

Elle exigera d'abord bien autre chose que ces slogans d'opposition au FN qui ont servi de « prêt à (ne pas) penser » à tant de collectifs, manifs ou colloques. On ne convainc pas « contre », c'est-à-dire en demeurant sur le terrain de l'adversaire, on doit toujours s'efforcer de réunir « pour », en inventant un présent, un avenir souhaitables, désirables, atteignables.

De même il ne suffira pas d'aligner « les propositions concrètes », d'allonger « les programmes-catalogues » censés tenir lieu de politique. La politique, même sous le capitalisme, n'est pas un inventaire de propriété : elle est un projet de vie et de société, un récit général, où se

mêlent forcément raison et passion. Ces remarques valent aussi, soit dit en passant, pour l'action syndicale.

4. Il faut, quelles que soient les critiques qu'on puisse lui adresser, se féliciter de la création du Nouveau Front Populaire.

C'était, dans le moment historique, la seule option possible et lui avoir donné naissance en quatre jours (plus les nuits!) représente une incontestable prouesse qui devrait rester dans l'Histoire. Si le NFP ne remet pas en question les structures de la société capitaliste, il vise à rééquilibrer le rapport de force Capital-Travail, et il affiche une prise en compte ô combien urgente et salutaire de la triple question sociale, écologique et démocratique. Il constitue donc, au delà du fameux « barraaaaaage » (1), un choix alternatif au projet de l'extrême droite et, cerise sur le gâteau, il devrait « en même temps » accélérer l'effondrement du bloc macroniste.

5. Il importe enfin de se préparer à des temps qui pourraient être bouillonnants.

Quelle que soit l'issue des élections, les motifs de révolte et de mobilisation sont là depuis longtemps et ils vont continuer à se manifester, avec sans doute plus de profondeur et d'acuité qu'auparavant du fait même de cette énième « crise ». Faire échec au chantage des « grands argentiers » (UE, marchés financiers, etc.), s'opposer aux réformes antisociales, xénophobes et liberticides de l'extrême droite et consorts, batailler pour une application pleine et entière du programme du NFP, s'attaquer aux structures même du capitalisme productiviste en révolutionnant le sens du « progrès », les formes de la propriété, les modes de décision et de gestion publics et privés, voilà, entre autres, de quoi s'engager et nourrir d'autres moments historiques.

Pour aider au rapport de force, pour reprendre nos vies en main et décider ensemble des moyens et des fins de l'action collective, il serait d'ailleurs bien venu de créer enfin la CGG, la Caisse de grève générale...(2)

Ariane Randeau & Pierre Bitoun

(1) Voir ou revoir à ce sujet l'hilarant « Moment Meurice » d'avril 2022 repris sur notre blog : <https://www.lantivol.com/2022/06/les-brevés-du-satirique-juin-2022.html>

(2) On pourrait, en l'espèce, s'inspirer de l'exemple de la « Caisse de Solidarité », qui existe depuis 2016 et peut être étendu, généralisé. Voir <https://www.caisse-solidarite.fr/>

Appel à bonnes volontés

*Vous aimez l'Antivol ?
Vous seriez prêt à devenir
distributeur bénévole du journal ?*

*À chaque parution trimestrielle,
nous envoyons à votre domicile un
certain nombre d'exemplaires et
vous les distribuez à vos proches,
amis, personnes intéressées, etc.*

*Le nombre d'exemplaires est à
déterminer ensemble et les frais
d'envoi sont pris en charge par
l'Antivol.*

*Si la proposition vous tente, merci
de nous contacter par courriel
(lantivol37@gmail.com) ou par
téléphone (06 71 08 96 45).*

*Au plaisir de vous lire ou de vous
entendre...*

La Rédaction



Un bon sujet pour les municipales de 2026!

Dans cet extrait du 5e et dernier volet de la série «*Tou(r)s sous surveillance*» déjà publiée sur notre blog, J. fait le point sur l'état de la vidéo-surveillance et, face aux promesses non tenues d'Emmanuel Denis, conseille d'en faire un motif d'interpellation pour les municipales de 2026.

À Tours comme dans bien d'autres villes, on a commencé petit. Quelques caméras par-ci par-là (avec une prédilection pour les quartiers populaires), juste pour faire comme les autres (notamment Orléans qui a servi de boussole techno-sécuritaire) ou pour répondre aux inquiétudes de la bourgeoisie observant le monde par le filtre des médias dominants (...).

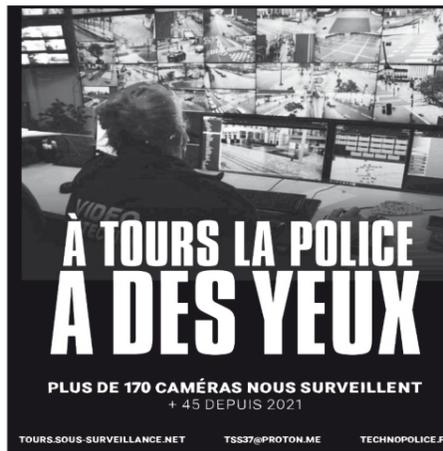
Les premières caméras tourangelles ont été installées en 2010 durant le troisième mandat (2008-2014) de Jean Germain (il faut préciser qu'il n'y avait aucune trace de ce projet dans son programme). Cette année-là, ce sont des dizaines de caméras qui sont implantées quartier du Sanitas et quartier de l'Europe. En 2012, on en comptait déjà une cinquantaine (12 de plus en bord de Loire). Puis ce furent

3 nouvelles caméras en 2014 (aux Fontaines), 10 de plus en 2015 et 20 en 2016. En 2017, c'est la guinguette qui est surveillée alors que le 12 décembre le nouveau Centre de supervision urbain (CSU) est inauguré dans les locaux de la Police municipale (l'ancien se trouvait à la mairie). En 2018, ce furent 23 caméras en plus, et ainsi de suite...

Ces installations ont toujours été imposées et n'ont jamais fait l'objet de débats avec les habitant.es de la ville (alors que dans un premier temps les résistances populaires étaient fortes, notamment au Sanitas). De plus, elles ont, le plus souvent, été présentées positivement par l'ensemble de la presse locale (*la NR* en tête, typique de la PQR souvent inféodée aux baronnies municipales). Les quelques questionnements qui ont émergé dans la presse l'ont souvent été avec désinvolture et sans aucune contextualisation politique. En témoigne cet article d'*info-tours.fr* dans lequel on loue le fait que «*les agents en poste [au CSU (...)] peuvent zoomer jusqu'à 300m*», avant de rajouter un cynique (ou prophétique): «*Utile en cas de manif...*».

Par électoralisme, idéologie rance, technophilie ou encore pour ne pas froisser les huiles de la préfecture, les

municipalités ne se lassent pas de dilapider l'argent public (il faut compter en moyenne 15 000€ pour une caméra dôme, installation comprise et 140 000€ /an pour rémunérer un.e agent.e du CSU). Et



lorsque l'on pointe (y compris des organismes comme la Cour des comptes) le peu d'efficacité des caméras par rapport à leur prix, il est souvent rétorqué par les décideurs que c'est parce qu'il n'y en a pas assez et que tels quartiers ou carrefours ne sont pas encore surveillés. Ce raisonnement induit que la vidéo-surveillance ne sera efficace que lorsque chaque citoyen sera surveillé tout le temps et en tout endroit de la ville. Elle ne pourra être pleinement

opérante que si elle est totale, c'est-à-dire que si elle couvre l'intégralité d'une ville de la plus grande artère jusqu'au moindre petit angle mort. On entrevoit bien ici l'idéologie qui guide les politiques sécuritaires municipales et étatiques. Il faudrait renoncer à son anonymat et à ses libertés pour les troquer contre une pseudo-tranquillité publique.

La future campagne des municipales sera l'occasion de mettre M. Denis devant ses contradictions et ses mensonges. Même si ce dernier n'est pas encore officiellement candidat à sa réélection, la tenue de réunions publiques, de visites dans les quartiers ou de meetings sera l'occasion, devant témoins, de lui demander de s'expliquer. Rappelons que ce dernier s'était engagé à ne pas faire installer de nouvelles caméras municipales à Tours. Alors que la fin de son mandat approche, les preuves de son imposture sont visibles aux quatre coins de la ville. Et ce n'est pas l'installation d'une nouvelle caméra (début 2024) à l'angle des rues Jules Simon et des Ursulines ou les deux caméras installées le 31 mai avenue André Malraux (...) qui nous démentiront.

J.

BIBLIOTHÈQUE RADICALE



Sur «Écolos, mais pas trop...» de J.-B. Comby (Raisons d'agir, 2024)

La sociologie est très mal en point et le livre de Jean-Baptiste Comby en est un symptôme parfait. Aussi vais-je me centrer, ici, sur les seules critiques qui font état des limites du travail de l'auteur et des travers intellectuelo-universitaires où s'est embourbée la sociologie.

Mais rappelons d'abord quel est l'objet de l'ouvrage. J.-B. Comby veut y interroger les «*obstacles à l'écologisation du monde social*» et y analyser «*les classes sociales face à l'enjeu environnemental*». Pour lui, il est en effet indispensable de mettre au centre du débat la lutte des classes et, à partir d'elle, d'envisager une «*écologie transformatrice*» destinée à changer la société. Intéressant, louable projet donc.

La première chose qui frappe, cependant, c'est le manque de profondeur historique et théorique. Il concerne l'histoire des mouvements écologistes (l'auteur fait débiter leur analyse en 2015 au moment de la COP 21!) et la théorie des classes sociales qui laisse complètement de côté un penseur aussi anodin que... Marx! On a ainsi plutôt affaire à ce qui fait mode dans la discipline: un mélange d'approche bourdieusienne et intersectionnelle qui conduit, par exemple, à certains jugements aussi hâtifs que péremptoirs: la lutte des classes serait un impensé des écologistes. Une suggestion en forme de retour aux sources: lire (ou relire) André Gorz.

L'auteur distingue deux types d'écologies: l'«*écologie réformatrice*» (en gros le capitalisme vert) et l'«*écologie non capitaliste*». Le problème est qu'elles

sont très inégalement traitées. D'une part le matériau empirique (des entretiens avec des personnes issues de différentes «*classes*») porte bien davantage sur la première que la seconde, d'autre part cette dernière est volontairement minorée au prétexte qu'elle serait inaudible pour la majorité de la population car criminalisée (écoterrorisme, etc.) par le pouvoir. Dès lors, on ne voit que trop où l'on veut nous emmener. Le champ est libre, l'horizon dégagé pour l'arrivée du nouveau (il en faut toujours un!) mégaconcept: l'écologie dite «*transformatrice*».

À la fin du livre, J.-B. Comby s'emploie à réfléchir sur comment «*sortir de l'impasse écologique*». Et là, eureka, il trouve! C'est beau, c'est tout nouveau, l'idée est innovante: il faudrait sortir du capitalisme! Bon, ne soyons pas trop ambitieux tout de même, la social-démocratie chez les sociologues-universitaires n'étant jamais très loin, il faut se baser sur une «*alliance de classe*» (toujours en se reposant sur les classes populaires, c'est plus pratique), pour œuvrer à une société qui met au cœur de la reconnaissance sociale les attitudes «*pleinement écologiques*». On doit aussi: combattre la bourgeoisie sur le terrain du «*pouvoir*» (mais attention, il ne faut pas lui faire la morale, il faut la «*démoraliser*»), démanteler les logiques concurrentielles, bâtir une école écologique, revoir l'«*institution*» travail, etc. Un joli paquet-programme donc, mais qui ne pipe mot sur la détention des moyens de production, la souveraineté par le travail, bref ce qui fait l'essence de la lutte des classes. (...)

Ariane Randeau

Lire la fin de l'article sur notre blog

LES BRÈVES DU SATIRIQUE



Le «dialogue» Iran-Israël ou le monde en précipité?

Ayatollah versus Ayatorah

Il y a un siècle

«*On croit mourir pour la patrie; on meurt pour des industriels. Ces maîtres de l'heure possédaient les trois choses nécessaires aux grandes entreprises modernes: des usines, des banques, des journaux.*» (Lettre d'Anatole France au citoyen Cachin, publiée dans *L'Humanité*, le 18 juillet 1922).

Sur le Caillou

Depuis les événements de mai-juin (et sq.) 2024, ils sont de plus en plus nombreux à s'interroger sur le sens à donner au sigle. NC: Nouvelle Calédonie ou Nickel Colonial?

Conseil mural tourangeau



Synthèse électorale

«*Le ventre est encore fécond d'où est sortie la bête immonde*» (B. Brecht). Le ventre mou est toujours renaissant, flanqué d'un gros appétit social-démocrate. Quant au «*peuple*», ne verra-t-il jamais que des miettes?

La règle d'or de l'Ordre

Tout pouvoir, écrit le philosophe Grégoire Chamayou dans *La*

société ingouvernable (La fabrique éditions, 2018) cherche à «*coopérer avec les réalistes, dialoguer avec les idéalistes pour les convertir en réalistes, isoler les radicaux et avaler les opportunistes*» (p. 125).

Dur de la feuille

Le 5 mai 2024, dans *La Tribune Dimanche*, Emmanuel Macron s'épanchait: «*J'ai encore tellement de choses à faire*». Depuis, au vu des «*choses*» passées, présentes ou futures, on lui hurle à l'oreille: «*Tes valises!!!*»

La dernière lettre aux Français

Si, pour sa missive démissionnaire, l'inspiration venait à manquer au macron, il lui est vivement conseillé de recourir à l'innovation, IA en l'occurrence. Il se pourrait bien que, grâce à ChatGPT, la qualité soit meilleure...

Facétie autocollante

À Tours, tout à son «*plan d'apaisement*» qui en énerve plus d'un, la mairie a étendu le stationnement payant dans divers lieux du centre-ville. Et notamment dans la rue Léonard de Vinci, à deux pas des Halles. Un fidèle de *L'Antivol*, qui passait par là, a eu l'idée (encore gratuite) de s'amuser un peu:

